



Déclaration de la FSU Oise du CSA-SD 6 février 2024

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

Après la réussite de la journée de mobilisation du 1er février dans l'éducation, le mouvement se poursuit et s'amplifie dès cette semaine pour dire non à l'école du tri, incarnée par le "choc des savoirs", pour l'exigence d'une revalorisation salariale immédiate et pour exprimer la colère de la profession face au mépris de la ministre. Ce mépris ouvertement affiché pour le service public d'éducation est caractéristique de tous les derniers ministres en poste à l'Éducation nationale qui n'ont cessé de fustiger la médiocrité des résultats des élèves et donc, en creux, du travail des enseignant·es ou leur absentéisme légendaire.

Pourtant, la situation dégradée de notre École est bel et bien la conséquence des politiques éducatives de ces dernières années et des milliers de suppressions de postes qu'elle a subis. Et si l'école tient encore debout aujourd'hui, c'est uniquement parce qu'elle est portée à bout de bras par des personnels admirables et méritant·s bien qu'épuisé·es, malmené·es, maltraité·es, mal-payé·es. On assume maintenant un séparatisme social reproducteur des inégalités : l'école publique au rabais pour le pauvre peuple d'un côté et l'école de l'élite de l'autre. La mixité sociale ne faisait pas partie du vocabulaire du ministre Attal. Force est de constater qu'elle ne fera pas non plus partie du vocabulaire de la ministre Oudéa-Castera. Il y a fort à craindre que la politique éducative initiée par messieurs Blanquer et Attal se poursuive avec ce "choc des savoirs" érigé en boussole et dessinant une École de l'assignation sociale qui va à l'encontre de notre projet d'une École émancipatrice et qui assure la réussite de toutes et tous. Une vision réactionnaire et passéiste qui vise à flatter les instincts individualistes et dans laquelle seul·es certain·es peuvent sortir gagnant·e de la grande compétition scolaire. Cette vision de l'École va contribuer à aggraver les fractures et à nourrir le ressentiment social. Pour la FSU, l'école publique est le lieu commun de scolarisation de toute une génération qui apprend à y vivre ensemble pour faire société. C'est pourquoi il faut y privilégier les mixités sociale et scolaire qui contribueront à rapprocher les élèves bien plus efficacement que des cours d'empathie...

Avec le choc des savoirs, véritable retour dans le passé avec une école à grand papa qui recycle les thèmes populistes de la droite et de l'extrême-droite, s'affranchissant des consensus issus de la recherche, on est en marche vers une généralisation des inégalités et un tri social des élèves assumé.

Après la mise en place d'un lycée modulaire, de la réforme de la voie professionnelle, c'est maintenant le torpillage du collège unique qui est annoncé et dès le premier degré, une nouvelle modification des programmes, la révision du socle commun, la labellisation des manuels, le développement des stages de remise à niveau conditionnant le passage en classe supérieure, les comparaisons par les tests standardisés généralisés... autant de mesures qui réduisent l'ambition scolaire et mettent à mal la professionnalité enseignante.

Monsieur le DASEN, nous étudions aujourd'hui la répartition des moyens pour l'année 2024- 2025 sur la base de 33 retraits d'emplois pour le 1er degré et aucun moyen supplémentaire dans les collèges. Or, la mise en œuvre des priorités ministérielles comme le remplacement, l'allègement à 24 en GS, CP et CE1, l'ouverture de dispositifs de TPS et l'application du choc des savoirs avec la création des groupes de niveaux en collège ne peuvent se faire sans moyens supplémentaires. En collège, après que la Technologie a disparu en 6ème cette année, voilà que demain les élèves passeront de 26 à 25 heures hebdomadaires : c'est l'équivalent d'une semaine et demie de cours supprimée alors qu'on ne nous parle que d'améliorer "sérieusement" le remplacement pour que les élèves ne perdent pas d'heure de cours. Par ailleurs, nous verrons à nouveau, comme lors des dédoublements en Éducation Prioritaire, les mesures se mettre en place sur le dos des autres niveaux ou au détriment des options et dédoublements dans les autres matières que maths et français au collège.

Monsieur le DASEN, vous nous parlez baisse démographique mais la réalité est que les conditions de travail de nos collègues et les conditions d'apprentissage de nos élèves se dégradent chaque année un peu plus. La faute à une inclusion réalisée à marche forcée sans moyens suffisants, avec des AESH toujours méprisé·es, mal-payé·es, mal considéré·es, mal formé·es et sans statut. La faute à des dispositifs RASED moribonds, à une formation continue réduite à sa portion congrue. La faute à un nombre de postes de remplaçant·es en constante régression loin de pallier aux absences légitimes des enseignant·es. La faute à des effectifs dans les classes toujours trop élevés.

Pour réellement s'attaquer aux inégalités sociales de réussite scolaire de l'école française et faire réussir tous·tes les élèves, la FSU 60 revendique :

- l'annulation des suppressions de postes,
- la création de postes de RASED,
- de postes pour assurer un taux de scolarisation des moins de 3 ans de 15% d'une tranche d'âge (taux de scolarisation des TPS en 2007) et la prise en compte dans les effectifs des 2 ans scolarisés en dehors des dispositifs TPS
- de postes pour baisser les effectifs,
- de postes d'Enseignant·es Référent·es de Scolarité,
- de postes de remplaçant·es, notamment de proximité,
- de postes pour augmenter les décharges de direction selon nos mandats,
- de postes de plus de maîtres que de classes, dispositif ayant fait les preuves de son efficacité,
- de postes en SEGPA, EREA et ESMS, en UPE2A,
- de postes d'AESH sous statut,
- ainsi que des aides humaines à la direction et au fonctionnement des écoles.

Oui, ce sont bien des paquets de postes que nous revendiquons car, à la FSU, nous faisons le choix de l'École Publique laïque, gratuite et ambitieuse pour tous·tes les élèves, une école émancipatrice pour toutes et tous, fondée sur le respect de ses personnels et non d'une école élitiste et excluante, qui va reléguer encore davantage les élèves issus des milieux populaires, les assigner à leur condition sociale.

Au vu de la réalité du terrain, de la dégradation du climat scolaire, de l'inclusion à marche forcée sans moyens, d'un nombre croissant d'élèves en souffrance dans les classes, du mal-être professionnel des équipes, la priorité doit être donnée aux aides directes auprès des élèves pour mener un travail de prévention et d'accompagnement des situations avant qu'elles ne dégénèrent et ne deviennent des cas dits « complexes ».

Pour conclure, l'École dans l'Oise va mal. Les personnels sur le terrain comme maintenant les cadres de l'Éducation Nationale en font le constat au quotidien. Le département a besoin de moyens supplémentaires pour répondre à des besoins urgents. Pour toutes ces raisons des personnels sont en grève aujourd'hui et continueront la mobilisation, par exemple à Noyon à Pasteur et à Eluard, notamment pour la réouverture d'une classe de Segpa en 6ème (parents, élu·es et personnels étaient ainsi mobilisé·es ce samedi pour dénoncer toutes les fermetures sur le Noyonnais) mais aussi dans les autres établissements du second degré pour réclamer l'abandon du choc des savoirs et refuser une politique éducative du tri social. Dans le premier degré, à Beauvais, Agnetz, Berthecourt, Sacy le Grand, La Neuville Roy, etc partout dans l'Oise, la communauté éducative refuse les fermetures de classe.

D'ores et déjà, la FSU Oise appelle les personnels à poursuivre la mobilisation avec une grève le jour du CDEN et au retour des prochains congés.